

La recombposition autour

Nicolas Sarkozy apporte son soutien au Président-candidat et invite la droite à « répondre à [son] appel au rassemblement ». Une position qui fracture encore davantage Les Républicains.

Emmanuel Macron a tendu la main ; Nicolas Sarkozy a saisi tout le bras. L'ancien Président Les Républicains (LR) est sorti de son mutisme, hier matin, pour répondre favorablement à l'appel lancé dimanche soir par l'actuel chef de l'État. Ce dernier, décidé à « inventer quelque chose de nouveau » pour « rassembler les convictions et les sensibilités », s'était dit favorable à « un grand mouvement politique d'unité et d'action ».

Message reçu cinq sur cinq. L'ancien patron des LR rompt d'abord un secret de Polichinelle en annonçant qu'il votera pour Emmanuel Macron au second tour. « Parce [...] qu'il a l'expérience nécessaire face à une grave crise internationale plus complexe que jamais, précise-t-il. Parce que son projet économique met la valorisation du travail au centre de toutes les priorités, parce que son engagement européen est clair et sans ambiguïté. »

« Sortir des habitudes et des réflexes partisans »

Mais le prédécesseur de François Hollande va plus loin. Il annonce l'avènement d'une « nouvelle époque » qui « nécessitera des changements profonds », en rompant avec les « habitudes et les réflexes partisans. Le contexte international et la situation financière [...] imposeront des décisions difficiles et urgentes. Ils exigeront des choix qui engageront la France pour les cinq années à venir. »

En conséquence, « la fidélité aux valeurs

de la droite républicaine et à notre culture de gouvernement doit nous conduire à répondre à l'appel au rassemblement d'Emmanuel Macron [...]. Il est, en l'état actuel des choses, le seul en situation d'agir. L'intérêt de la France doit être notre seul guide. On ne se trompe jamais en choisissant la clarté et la constance. »

Une déclaration qui « m'honore et m'oblige », a réagi peu après le Président-candidat.

« Aller plus loin avec une majorité de coalition »

Les transfuges de LR passés à la Macronie ont salué la prise de position « responsable » de leur ancien chef. Christian Estrosi a franchi un cap supplémentaire en suggérant la création d'un « gouvernement d'union républicaine » qui intégrerait des représentants des partis ayant « clairement appelé à voter » pour le chef de l'État.

Dans le camp LR, la déclaration de Nicolas Sarkozy a suscité des réactions plus contrastées. En phase avec le maire de Nice, l'ancien patron de l'UMP Jean-François Copé a plaidé pour un pacte de gouvernement avec Emmanuel Macron. Cela permettrait, explique-t-il, d'avoir « un pilier qui participe à l'action publique dans les domaines où [l'actuel Président] est défaillant : la sécurité, les questions régaliennes [...] mais aussi les réformes. »

Franck Louvrier, maire LR de La Baule et ancien conseiller communication de Ni-

colas Sarkozy, est au diapason. Il estime qu'il « faudra travailler avec le Président si Macron est élu » pour « aller plus loin avec une majorité de coalition » à l'allemande.

« C'est trop tard, comme Grouchy à Waterloo »

D'autres caciques de LR ont réagi de façon plus virulente. Comme si la déclaration de leur ancien patron, silencieux durant toute la campagne, était le dernier clou planté dans le cercueil du parti qu'il a fondé.

« Nous attendions avant le premier tour que vous veniez aider votre famille politique, grince le député LR du Vaucluse Julien Aubert, figure de l'aile droite du parti qui votera blanc le 24 avril. Vous parlez maintenant. C'est trop tard, comme Grouchy ⁽¹⁾ à Waterloo. Ce sera clairement non pour moi ! » Le chef des sénateurs LR Bruno Retailleau juge, de son côté, que la droite ne se reconstruira pas en se « diluant dans le macronisme ». Le ralliement de Nicolas Sarkozy fait jaser jusqu'à l'extrême droite. En milieu d'après-midi, Marine Le Pen a ironisé : « Je pense que ça peut débloquer des voix pour moi ! »

LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

1. Emmanuel de Grouchy (1761-1847) est un général français. Son nom est attaché à la dernière bataille de l'Empereur, car la troupe qu'il commandait n'est pas arrivée à temps à Waterloo pour permettre de renverser le cours de la bataille.



Des « alliés » tous azimuts

Lionel Jospin, l'ancien Premier ministre PS, a apporté hier son soutien à Emmanuel Macron : « Le pays étant confronté à deux mouvements de rejet, j'écarterai Marine Le Pen et voterai Emmanuel Macron ».

Les centristes de l'UDI, soutiens de Valérie Pécresse, ont aussi appelé à voter pour le Président sortant, position adoptée à « l'unanimité ». Un tant dragué par Marine Le Pen, l'éphémère candidat souverainiste Arnaud Montebourg votera lui aussi Emmanuel Macron.

De son côté, le Medef a réuni son conseil exécutif pour analyser les programmes des deux candidats et jugé que celui du Président-candidat était « le plus favorable pour assurer la croissance de l'économie et de l'emploi ».

Dans le camp des syndicats, après la CFDT, la CGT s'est positionnée : « Pas une voix du monde du travail pour l'extrême droite, elle doit être combattue partout ».

Enfin, la Fondation Abbé Pierre a appelé à voter contre Marine Le Pen.



(Photo Michael Alesi)

Questions à Pascal Perrineau, politologue et professeur à Sciences Po

« Difficile d'envisager une coalition à l'allemande »

Pascal Perrineau, professeur émérite des universités à Sciences Po, est l'auteur de nombreux ouvrages politiques, jusqu'au dernier en date, *Le Populisme* ⁽¹⁾. Il décrypte l'appel au rassemblement d'Emmanuel Macron, et explique les profondes différences avec nos voisins européens.

Nicolas Sarkozy prêt à répondre à « l'appel au rassemblement » d'Emmanuel Macron, voyez-vous là une esquisse de coalition ?

Oui, en effet. Cela peut préfigurer ce que l'on sentait : les Sarkozystes restés par fidélité suivent la volonté d'élargissement dont fait preuve Emmanuel Macron. Mais il doit être prudent. Pour lui, les principaux réservoirs de voix pour le second tour sont à chercher à gauche, chez ces 10 millions d'électeurs dont il a besoin pour battre Marine Le Pen le 24 avril ! Il n'est pas évident que le retour

dans l'offre politique d'un Nicolas Sarkozy, dont l'image est entamée par la kyrielle d'affaires qui l'a touché, soit un plus.

À quoi pourrait ressembler une coalition à la française ?

À une coalition large qui se ferait au centre, en prenant à la fois le centre-droit, le centre-gauche et son aile gauche. Mais il faut que les rassemblements aient une certaine cohérence. Il ne faut pas que ça donne l'impression d'être une auberge espagnole sans queue ni tête, ou un arrangement d'ancien monde. Emmanuel Macron n'a pas besoin d'électeurs de droite – il les a déjà ; il a besoin d'électeurs de gauche.

La France peut-elle s'inspirer des coalitions à l'allemande ?

Elle pourrait... mais pour l'instant, elle n'en a pas les conditions institutionnelles. Le régime allemand est un régime parlementaire, qui laisse une

place à la proportionnelle, et la culture de compromis est très forte dans la droite et la gauche allemandes. Ce n'est pas le cas en France. Dès lors, c'est beaucoup plus difficile d'envisager une coalition à l'allemande, où l'on retrouve des libéraux avec des Verts et des socialistes.

Avec quels partis pourrait travailler LREM ?

Cela peut ressembler à une maison commune qui rassemblerait à la fois le parti présidentiel et ses partenaires : Horizons sur l'aile droite, et une formation sur l'aile gauche avec des transfuges des Verts, du PS...

En valeur absolue, le cumul de ces votes est loin d'atteindre les 50 %...

Bien sûr. Emmanuel Macron compte récupérer les électeurs socialistes et Verts partis chez Jean-Luc Mélenchon non pas sur sa ligne du vote radical, mais sur

celle du vote utile. Mais cela ne sera pas facile... Jusqu'à présent, il n'a pas fait preuve d'une exceptionnelle ouverture, hormis dans son discours. Il va lui falloir apprendre à partager, à introduire de l'horizontalité dans la verticalité macronienne.

Pour vous, son éventuelle réélection se joue sur un autre terrain ?

Dans cette nouvelle campagne de quinze jours, il faut qu'il retrouve un style, une nouveauté qu'il avait perdus. Il faut qu'il se rende bien compte qu'il ne peut pas jouer uniquement sur l'anti-lepénisme. Car en face, il y a l'anti-macronisme ! Et entre les deux, on ne sait pas très bien qui l'emportera...

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE CIRONE
ccirone@nicematin.fr

1. Paru en 2021 chez PUF, collection *Que sais-je ?* 128 pages, 9 euros.

de Macron s'accélère



Christophe Castaner « ne doute pas du soutien de Hollande »

« Je ne doute pas que nous aurons le soutien clair de François Hollande dans les jours qui viennent. » Cette déclaration de Christophe Castaner, ancien ministre de l'Intérieur et président du groupe LREM à l'Assemblée, hier lors d'une interview, a-t-elle un lien avec la venue de l'ancien Président socialiste sur TF1 au 20 heures, ce jeudi ? Il n'en dira pas plus. En revanche, il a longuement évoqué la création d'un « grand parti politique » voulu par Emmanuel Macron, qui « ait comme cœur ce que nous sommes aujourd'hui, En Marche, le MoDem, et d'autres partis qui sont déjà avec nous. » Parti qui pourrait prendre corps d'ici les législatives, en juin.



Ces soutiens ne risquent-ils pas de renforcer les critiques des citoyens sur ces passerelles politiques ?

Les soutiens ne sont pas des passerelles. Tout le sens du dépassement politique qu'a porté Emmanuel Macron depuis 2017, en nommant par exemple Édouard Philippe – qui n'avait pas fait campagne pour lui – Premier ministre, est quelque chose qui n'était pas habituel dans la vie politique française. L'idée, c'est de construire un projet avec des hommes et des

sont déjà avec nous... et qui puisse rassembler au-delà. Je pense que chez les gaullistes comme chez les écologistes ou les socialistes, il y a des femmes et des hommes qui peuvent nous rejoindre. C'est déjà le chemin qu'ont parcouru Christian Estrosi, Renaud Muselier et Hubert Falco dans l'engagement, sans pour autant adhérer au parti politique du président de la République.

Les appels à voter pour Emmanuel Macron vont-ils au-delà du simple barrage à Marine Le Pen ?

Bertrand Delanoë, l'ancien maire de Paris, a apporté son soutien non pas pour faire barrage mais pour soutenir Emmanuel Macron, dès le premier tour. Nicolas Sarkozy et Lionel Jospin se sont aussi engagés. C'est un honneur. Il n'y a pas eu de deal ou de négociations, c'est avant tout une démarche de leur part. La volonté de M. Macron n'est pas de rentrer dans des logiques de discussions d'appareils. Sur le projet politique que porte M. Macron, il dit lui-même qu'il souhaite le compléter par un certain nombre de mesures, en particulier sur l'environnement, et il aura l'occasion dans les jours qui viennent de les évoquer.

« Il faut aussi entendre les résultats du vote »

femmes de cultures et de parcours différents. C'est la même chose avec Christian Estrosi. Lui

et moi, nous nous sommes confrontés lors des échéances régionales en 2015, et le voir aujourd'hui porter lui aussi ce dépassement politique est une bonne chose : ce n'est pas brouiller les cartes, mais c'est la volonté de construire un projet pour la France.

La création d'une grande coalition multipartite est-elle en marche, y compris avec les LR et le PS ?

S'il y a des députés LR ou socialistes sortants qui souhaitent nous accompagner, ils sont les bienvenus. Il ne doit pas s'agir d'accord d'appareils ou de personnes, mais de soutiens à la politique portée par Emmanuel Macron.

Le but est-il de donner naissance à un parti ?

Emmanuel Macron souhaite la création d'un grand parti politique, qui ait comme cœur ce que nous sommes aujourd'hui, En Marche, le MoDem, et d'autres partis qui

Peut-il y avoir un accord sur le programme pour le second tour de la présidentielle ?

Une campagne présidentielle se joue sur un accord que passe le candidat ou la candidate avec les Français. Il faut aussi entendre les résultats du vote, les aspirations portées, en particulier par ceux qui ont voté Jean-Luc Mélenchon. Nous souhaitons non pas des modifications, mais des renforts de propositions, qu'Emmanuel Macron pourra décliner cette semaine.

Ces ralliements ne vont-ils pas poser problème pour les législatives, en brouillant la lecture des partis ?

Notre objectif est aussi de rassembler pour les législatives et de chercher dans chacune des circonscriptions le meilleur ou la meilleure des candidats pour porter les couleurs de la majorité présidentielle. Et brouiller la lecture, c'est quoi ? C'est penser que les Français lisent la carte électorale en fonction des LR et du PS ? Je ne le crois pas. Nous avons choisi cette lecture dès 2017. Chaque chose en son temps. Avant les législatives, il y a la présidentielle.

PROPOS RECUEILLIS PAR RÉGINE MEUNIER



L'ÉDITO

de **CHRISTIAN HUAULT**

Rédacteur en chef
edito@nicematin.fr

Le Sarko-show

Il faut toujours se méfier d'un grand fauve blessé ! Renvoyé en 2012 de l'Élysée par des Français qui ne supportaient plus son hyper-activisme et sa « roquet attitude », Nicolas Sarkozy a été trahi par son propre camp en 2017. Les militants Républicains lui préférant un François Fillon alors plus sage, moins clivant. Vexé, humilié, l'ancien Président a avalé la couleuvre et s'est mis en retrait de la République. Mais, tapi dans l'ombre, il s'est juré de se venger. De ses « amis » de droite, bien sûr, de toute la classe politique aussi. Le come-back fut d'abord silencieux. En mode observateur neutre d'une déconfiture annoncée. Valérie Pécresse sollicite son soutien ? Il la reçoit, mais ne lui promet rien. La candidate LR espère en vain un mot, un signe de celui qui l'a un jour installée dans un ministère. Rien. Et puis le coup de grâce. Pendant que Dame Pécresse fait les comp-

tes (au sens propre comme au sens figuré) d'une cruelle défaite, le fauve surgit à nouveau. Un post Facebook, puis un tweet, et voilà Nicolas Sarkozy qui monte sur le porte-bagages d'Emmanuel Macron. Pire, ou mieux même, selon le côté de l'échiquier politique où on se place, le soutien s'accompagne d'une proposition de partenariat. L'incorrigible Sarkozy ne veut laisser à personne d'autre à droite le soin de rebattre les cartes. Le boss, c'est lui, et il entend bien le faire savoir au maître des horloges. Pour être à l'heure d'un second mandat dimanche 24 avril, Emmanuel Macron n'a qu'à bien se tenir. Les deux hommes échangent coups de fil et amabilités la veille et le lendemain du premier tour. Mieux même, Nicolas Sarkozy déjeune avec Bruno Le Maire, pourtant

pas son meilleur ami du temps de la droite flamboyante, et parle plateforme gouvernementale et coalition parlementaire entre la poire et le fromage. Tout est sur la table. Une

fois le pacte accompli, et le torpillage de ce qu'il reste des LR établi, Nicolas Sarkozy, qui est devenu sage, va rentrer dans le rang. Pour ne surtout pas froisser la gauche dont a besoin son nouvel ami Macron pour être réélu. Mais pour mieux rebondir en cas de victoire sur le perron de l'Élysée, dès le 25 avril. Si victoire il y a...

« Le boss, c'est lui, et il entend bien le faire savoir au maître des horloges. »

Votre dossier continue en pages suivantes

Duel à distance sur les retraites et les institutions

L'une en Normandie et l'autre en Alsace, les deux finalistes à la présidentielle se sont répondu hier du tac au tac, tentant par la même occasion d'élargir leur base électorale à gauche.

Engagés dans une rude bataille pour un second tour à suspense le 24 avril avec un léger avantage dans les sondages pour le Président-candidat, Marine Le Pen et Emmanuel Macron tentent d'élargir leur base électorale, notamment à gauche, du côté des électeurs très courtisés du leader Insoumis Jean-Luc Mélenchon, fort de ses 21,95 % des voix au premier tour. Lors d'une conférence de presse sur la « nécessaire revitalisation de la démocratie » depuis un hôtel de Vernon (Eure), la prétendante à l'Élysée a proposé une « révolution référendaire » en affirmant que « seul le peuple devrait avoir la possibilité de réviser la Constitution » et non le Parlement.

Le retour des « carabistouilles »

La candidate Rassemblement national (RN), qui a fait des scores élevés chez les jeunes et classes populaires, défend notamment les référendums d'initiative citoyenne, au cœur des demandes des manifestants lors de la crise sociale des Gilets jaunes en 2018/19. Elle souhaite réviser la Constitution pour notamment y



Deux salles, deux ambiances, hier : Marine Le Pen donnant une conférence de presse dans un hôtel de Vernon (Eure), et Emmanuel Macron prenant un bain de foule à Châtenois (Bas-Rhin). (Photos AFP)

faire entrer le principe de « priorité nationale » et la primauté du droit national sur le droit international. Et plaide pour un septennat non renouvelable.

Depuis Mulhouse où il était en déplacement toute la journée, le chef de l'État lui a répondu en estimant que « ce n'est pas vrai qu'on peut réviser la Constitution de manière directe ».

Il a aussi dénoncé « les carabistouilles de Madame Le Pen » sur l'Europe. Sur le septennat, « un bon rythme pour la présidentielle » et « une bonne respiration par rapport au rythme des législa-

tives », il a par contre défendu « le caractère renouvelable » de ce mandat, puisque « ça dépend du peuple ». Un peu plus tôt dans la journée, il avait rencontré des soignants, défendant le volet social de son programme. Promettant de rendre automatique le calcul et le versement des aides sociales, comme il l'a fait pour le prélèvement des impôts, et ce « dès janvier prochain ». Il s'agit de la principale mesure sociale que le Président-candidat veut mettre en avant pour séduire la gauche avant le second tour. Au premier tour, il avait par-



ticulièrement séduit les classes aisées et les retraités. Les deux rivaux se sont également livrés à un échange musclé sur la réforme des retraites.

Emmanuel Macron prêt à « bouger » sur les retraites

Assailli toute la journée de lundi sur son projet d'âge de la retraite à 65 ans, Emmanuel Macron a fini par lancer un signal fort vers l'électorat populaire en se disant prêt à « bouger » sur ce totem de son programme, entrouvrant la porte à un âge de départ à

64 ans. Une concession inattendue à treize jours du second tour.

Mais pour sa rivale RN, qui défend le maintien de la retraite à 62 ans, le Président sortant « ira au bout de son obsession » sur la retraite à 65 ans s'il est réélu, voyant dans l'amendement de son projet une simple « manœuvre » vis-à-vis des électeurs de gauche. « Je n'ai aucune confiance dans Emmanuel Macron, mais aucune, et encore moins à dix jours du second tour », a-t-elle dit sur France Inter.

Réponse du Président-candidat quelques heures plus

tard depuis Mulhouse. Il a répété qu'il maintiendrait le principe d'un recul de l'âge de départ de quatre mois par an dès 2023. Mais il faut « ouvrir le jeu », avec une « clause de revoyure » en 2027.

Marine Le Pen et la « trahison » Mélenchon

Critiqué avant le premier tour pour une campagne en pointillé avec peu de déplacements et un seul meeting, il a voulu donner une image radicalement différente du candidat Macron de l'entre-deux-tours : « Je fais du terrain ». « Faire campagne, ce n'est pas qu'aller devant des soutiens. Je vais dans des territoires qui n'ont pas voté pour moi », a-t-il lancé. Les villes de Mulhouse et Strasbourg, où il est attendu en soirée, ont donné plus d'un tiers de leurs suffrages à Jean-Luc Mélenchon.

Un électorat clé pour le second tour. Et hier matin, sur France Inter, Marine Le Pen a dénoncé sa « trahison » vis-à-vis de ses électeurs, appelés à ne pas donner une voix à l'extrême droite, alors que selon elle Emmanuel Macron a mené « une politique violemment antisociale ».

Échos de campagne

La députée du Var Geneviève Levy quitte Les Républicains

Elle a attendu le surlendemain du premier tour de la présidentielle pour l'annoncer, mais la décision de la première adjointe au maire de Toulon ne surprendra personne. Geneviève Lévy, députée sortante de la 1^{re} circonscription du Var, quitte à son tour Les Républicains (LR), « avec une infinie tristesse teintée d'amertume ». Ce parti qui a selon elle « tellement changé qu'il n'est plus en état de se démarquer du Rassemblement national et qui pour certains de ses membres refuse d'appeler clairement et unanimement à s'unir pour barrer la route aux idées d'un parti extrême ». Geneviève Lévy avait par ailleurs été « profondément déçue » que la candidature de Yannick Chenevard (candidat aux législatives, dont elle a accepté d'être la suppléante) n'ait pas été retenue par la Commission nationale d'investiture LR.

A. F.

Brigitte Bardot compare Emmanuel Macron à Poutine

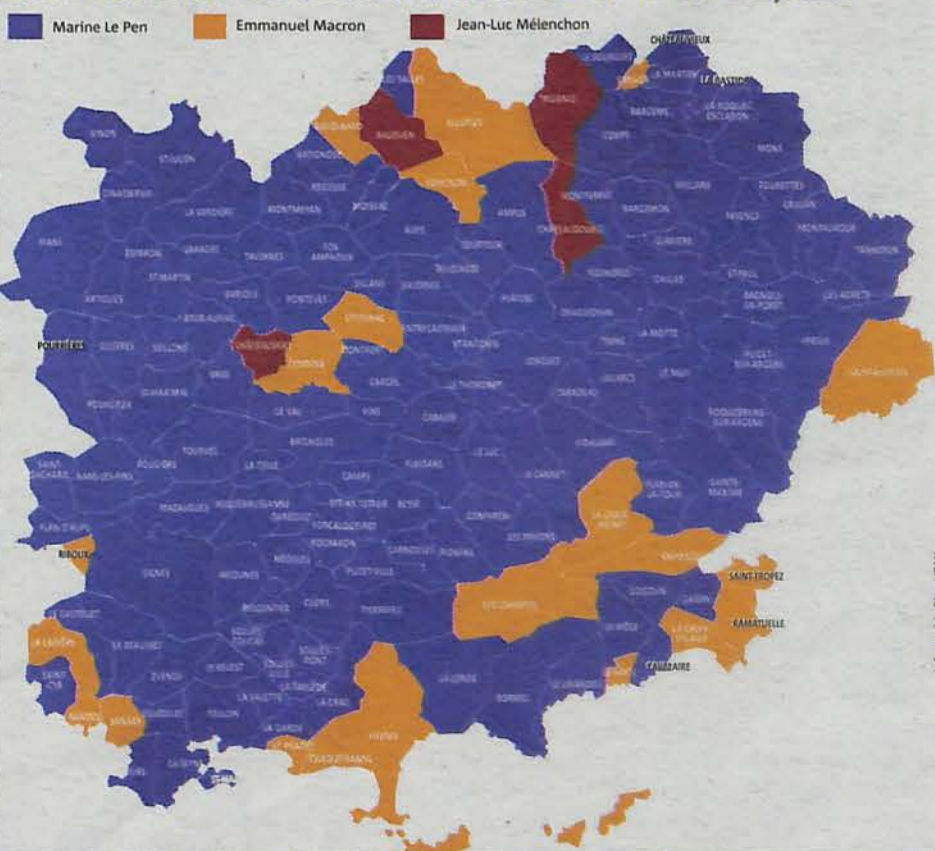
Brigitte Bardot a exprimé hier sa colère sur les résultats obtenus par Emmanuel Macron au premier tour, dans une lettre ouverte publiée sur Twitter. « Les Français, en votant pour vous pour un second mandat, sont victimes du syndrome de Stockholm »,

s'irrite BB qui n'a jamais caché ses idées très à droite. Contre « les accords passés avec les chasseurs », la passionaria de la cause animale lui assène une phrase cinglante : « Vous êtes le Poutine de la nature et des animaux, un destructeur sanguinaire méprisable et méprisé ». BB en profite même pour écorner le premier mandat du Président sortant : « Vous êtes le Président de la décadence, du désintéressement total que vous accordez aux Français et à la France qui s'enlise dans un endettement abyssal auquel vous avez recours en distribuant des milliards comme des petits pains, afin de calmer les révoltes sous-jacentes qui menacent votre façon de gouverner ». C. G.

Ce SMS envoyé par Pécresse à ses troupes après le 1^{er} tour

« Chers amis, un immense merci pour votre engagement pendant cette campagne, a envoyé au soir de sa cuisante défaite la candidate LR. Nous aurons tout donné, contre vents et marées. Nous continuerons à nous battre pour nos idées et nos valeurs. Et cela commence maintenant, pour les législatives. Je veux vraiment vous dire que vous avez été exceptionnels. Votre énergie m'a portée tout au long de cette campagne. Merci du fond du cœur. Vraiment. Je vous dis à très vite ».

QUEL CANDIDAT SE PLACE EN TÊTE DANS VOTRE COMMUNE ?



En raison d'un problème technique, nous avons publié hier une carte erronée des résultats du premier tour de l'élection présidentielle et des candidats arrivés en tête dans les 153 communes du Var. Voici la bonne version. Avec toutes nos excuses à nos lecteurs.

Var et Alpes-Maritimes sur le podium du vote Zemmour

Les deux départements du sud-est ont offert au candidat évincé dimanche ses meilleurs scores départementaux. Il y double son résultat national, avec 13,99 % et 13,25 % des voix exprimées.

Éric Zemmour s'est imaginé catapulté aux portes de l'Élysée. Ses partisans aussi. « Je serai soit président de la République, soit leader de l'opposition », crânait encore l'ex-polémiste, une semaine avant le premier tour. Aujourd'hui, il n'est ni l'un, ni l'autre. Le candidat nationaliste a échoué au pied du podium avec 7,1 % des suffrages. Même dans les Alpes-Maritimes et dans le Var, les deux départements qui lui ont offert ses meilleurs scores, il termine la course quatrième derrière Jean-Luc Mélenchon. Avec pour seul lot de consolation, la satisfaction d'avoir fait mieux que la Républicaine Valérie Pécresse, là encore, même en terres varoise et azuréenne.

Cannes lui offre 10 % de plus que son score national

Sur la Côte d'Azur, l'apôtre de l'union des droites double son score national avec 13,99 % des voix. C'est dans



ce département qu'il aurait le plus d'adhérents. Plus de 4 500 sur les 120 000 affichés au compteur de son site de campagne, selon un cadre de Reconquête ! Dans les plus grandes communes azuréennes, c'est à Cannes qu'il « cartonne », 17,31 %, et à Villeneuve-Loubet, 16,13 %. À La Colle-sur-Loup, Zemmour franchit les 15 %. Et dépasse les 14 % à Menton, Cagnes, Le Cannet ou encore à Saint-Laurent-du-Var. Tout comme à Nice, où il a obtenu 14,25 % des suffrages. Dans le Var, où les adhérents seraient environ deux

fois moins nombreux que dans les Alpes-Maritimes, le candidat d'extrême droite a récolté 13,25 % des voix. Le golfe de Saint-Tropez lui a plutôt réussi. L'inventeur « du ministère de la Remigration » passe la barre des 22 % à Saint-Tropez, celle des 21 % à Grimaud ! Il fait plus de 18 % à Gassin et approche les 17,5 % à Sainte-Maxime. À Toulon, Reconquête ! affiche 13,68 %.

« C'est un début, pas une fin »

L'épouvantail du grand remplacement n'a pourtant pas

déçu ses électeurs. Le vote caché ? Une légende urbaine, ils s'attendaient à une défaite... annoncée. De 17-18 % d'intentions de vote, Zemmour était tombé à 8 % dans les derniers sondages.

« Ne l'enterrez pas ! Il a été diabolisé, insulté, malmené pendant toute la campagne. C'est un début, pas une fin », prédit Anne-Marie, la soixantaine. Cette Cannoise a voté Zemmour des deux mains. « J'ai toujours mis un bulletin de vote de droite dans les urnes. C'est fini ! Plus jamais. On les connaît trop ces Républicains, ces

Sarkozystes qui parlent et qui ne font jamais ce qu'ils disent. Et c'est bien Zemmour qui les a fait perdre », observe la retraitée de l'Éducation nationale. Son mari a voté comme elle. Son fils de 36 ans et sa fille de 39 aussi. « Plein de connaissances à moi ont voté pour lui. Des déçus de la droite qui n'avaient jamais osé voter Le Pen. Avec Zemmour, les thèmes comme l'immigration sont amenés de façon plus intelligente et mieux argumentée », affirme-t-elle.

Attirés par le pari de l'union des droites

Et c'est bien ça qui semble, entre autres, unir la majorité des électeurs du candidat recalé : identité, immigration, sécurité... ces thèmes privilégiés du camp Le Pen, épousés par LR dans cette campagne, mais qui ont trouvé un écho tout particulier avec Éric Zemmour. D'autres votants ont, eux, été attirés par son pari d'union des droites. Raté,

pour le moment. Mais beaucoup y croient encore. « C'est le seul qui peut faire le lien entre une droite classique, patriote, et la droite de Marine Le Pen. Le seul qui peut fonder le grand parti de la France, sans faire les yeux doux aux gauchistes comme le fait Macron. S'ils étaient intelligents, les Jacob, Le Pen et autres Dupont-Aignan se mettraient autour d'une table avec lui. Ils seraient les maîtres du monde », analyse de son côté Édouard, 29 ans. Ce Cannois, ingénieur à Sophia Antipolis prophétise : « Zemmour a gagné la guerre des réseaux sociaux, la guerre de l'opinion, la guerre des idées. C'était un peu tôt pour remporter la guerre politique. Ce sera la prochaine étape. ». Le déclin, Édouard l'a eu au meeting de Cannes : « J'y étais allé juste pour voir. J'en suis ressorti convaincu que c'était le président qu'il nous fallait ».

STÉPHANIE GASIGLIA
sgasiglia@nicematin.fr

SMS aux Français de confession juive : une enquête pénale ouverte

Une enquête préliminaire a été ouverte hier à Paris après la plainte de deux associations sur un démarchage par SMS du parti d'Éric Zemmour ciblant des électeurs français de confession juive à la veille du premier tour. Un SMS signé du nom du candidat a été envoyé vendredi à de nombreux téléphones mobiles, renvoyant vers une page éditée par le parti Reconquête ! affichant un texte explicitement adressé aux Français juifs. « Sur plainte de l'UEJF et de l'association J'accuse AIII, une enquête a été ouverte des chefs de détention, conserva-

tion, enregistrement, transmission de données à caractère personnel en dehors des cas prévus par la loi, communication à un tiers sans autorisation et détournement des finalités d'un fichier de données à caractère personnel », a précisé le parquet. Le Code pénal punit de cinq ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende la création de ce genre de fichiers. Le message du candidat s'intitulait : « Message d'Éric Zemmour aux Français de confession juive ». Le polémiste s'y présentait comme « le seul à dénoncer l'expansion de l'islam qui ravage notre pays ».

« Le RN, c'est pour les beaufs » : l'envers du vote Reconquête ! à Saint-Tropez

Ah, Saint-Tropez ! Une notoriété inégalée, un climat jalouxé et des plages de sable doré. Un cadre idyllique et a priori privilégié qui n'a pas empêché les électeurs de plébisciter Éric Zemmour. Avec 22,42 %, l'ex-polémiste y réalise son meilleur résultat du Var et des Alpes-Maritimes. Et même l'un des plus haut de l'Hexagone. Comment expliquer ce vote dans un ex-bastion Républicain où Fillon avait fait 53 % au premier tour de 2017 ? Penchés sur les étals du marché de la Place des Lices, Christian et Pascale, retraités de Reims, ne voient là aucune contradiction : « L'électorat Fillon et Zemmour, c'est le même ! Zemmour a simplement dit tout haut ce que Fillon, Ciotti et d'autres pensent tout bas. » « Mais pas question pour les gens aisés, aussi nationalistes soient-ils de voter RN. C'est pour les beaufs. Zemmour, lui, est un intellectuel. Alors là ça le fait ! »

« Les petites gens souffrent, ici comme ailleurs »

Pour la majeure partie des interrogés (Tropéziens et touristes), c'est surtout la perplexité qui domine. Christian, résident secondaire Belge roule des yeux : « Macron a préservé l'économie de son pays durant la crise Covid. Voter autant pour Zemmour dans un village touristique où les commerces ont été protégés... c'est incompréhensible. »



Hier, entre deux emplettes sur le marché, Tropéziens et vacanciers essayaient d'analyser les résultats records d'Éric Zemmour dans le village varois le plus célèbre du monde. (Photo P. Pa.)

Sophie, sa femme, a une autre hypothèse : « Le personnel de notre villa a voté à 100 % pour l'extrême droite. La situation rêvée d'une poignée de Tropéziens ne doit pas éclipser les moins privilégiés. » Monique ⁽¹⁾, commerçante installée aux abords de la place, abonde : « Derrière la vitrine du luxe, le vote Zemmour est porté par les petites gens qui souffrent, ici comme ailleurs. » Thierry Dounier, patron du café Le Clemenceau, évoque un vote « protectionniste ». Il analyse : « Nous sommes dans

une bulle aux airs de paradis. Je pense que beaucoup ont peur de la perdre. Lucas ⁽¹⁾, Tropézien de 21 ans, est de ceux-là : il a glissé un bulletin Zemmour dans l'urne dimanche dernier. « Les grandes villes ont des problèmes d'immigration et de sécurité. Nous sommes préservés à Saint-Tropez, j'ai voté pour que les choses restent ainsi. » Il l'assure : « La jeunesse tropézienne s'est mobilisée pour voter Zemmour. »

P. PA.

1. Le prénom a été changé

En bref

Anne-Sophie Lapix de nouveau écartée du débat de l'entre-deux tours

Comme il y a cinq ans, la journaliste Anne-Sophie Lapix a été évincée du débat de l'entre-deux tours. « Les deux finalistes ont immédiatement rejeté le nom de la titulaire du 20 heures de France 2 », a confié un proche des négociations au journal le Parisien. Selon le quotidien, les deux journalistes qui animeront le face-à-face entre les deux finalistes, le mercredi 20 avril, seront Léa Salamé et Gilles Bouleau. Aucune confirmation officielle n'a été communiquée hier soir.